

**Intervention de Christophe Quenet
Représentant des Verts
Maire Adjoint de Conflans Ste Honorine**

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier les membres de la commission d'avoir ouvert très largement le débat en posant d'entrée la question de l'opportunité « ou pas » de prolonger l'A104 entre Méry/Oise et Orgeval, car tel est le véritable enjeu ! En tout cas c'est sur cette question que les Verts, militants et élus, de Conflans-Ste-Honorine, mais aussi des Yvelines et du Val d'Oise, se positionnent.

Nous ne pouvons plus aujourd'hui penser l'organisation des déplacements des hommes et des marchandises comme nous le faisons dans les années soixante ! Certains d'entre vous se souviennent peut-être d'un reportage télévisuel effectué à Bordeaux il y a quelques temps au moment de l'inauguration du nouveau tramway, présenté comme l'incarnation de la modernité en terme de mobilité urbaine dans cette grande agglomération du Sud-Ouest. A cette occasion, des extraits des « actualités télévisées » du début des années 60 montraient la fermeture du tramway de l'époque, présenté comme archaïque (cherchez l'erreur !) et célébraient avec grandiloquence l'avènement de la voiture individuelle comme formidable outil de progrès et de liberté... Nous rentrions alors dans la société de l'automobile....

Nous vivons effectivement depuis des décennies dans une société organisée pour et par la voiture, et par extension pour et par les poids lourds :

Dans le domaine des transports ;

Dans la gestion de l'espace urbain : il n'y a pas un élu local qui ne s'interroge sur « où mettre tous ces véhicules ? » ; « comment

les faire circuler ?» ; "comment limiter les nuisances pour les riverains ?"

Dans le commerce, en particulier la grande distribution avec ces immenses centres commerciaux installés en périphéries de villes vers lesquels il est très difficile, pour ne pas dire impossible, d'aller autrement qu'en voiture ; on accentue encore cette tendance avec les Multiplexes cinématographiques qu'on implante dans ces mêmes zones...

Dans l'organisation de l'économie et des modes de production avec la logique du stock zéro et des produits qui pour être fabriqués et assemblés font parfois des milliers de kilomètres en camions ;

Enfin dans les PIB nationaux avec le poids considérable représenté dans l'économie par l'industrie automobile en terme d'emplois et de revenus d'activités...

Nous sommes désormais en grande partie dépendant culturellement, socialement, économiquement de la voiture et plus globalement des transports routiers ! Mais à ce niveau de dépendance qu'en est-il de l'image de "Liberté" ventée dans les années 60 pour promouvoir l'usage de l'automobile ?

Il s'agit ce soir de débattre des risques et/ou des nuisances qu'entraîne ce projet de prolongement de l'A104 en terme de sécurité, d'eau et de bruit, en rappelant que le bruit directement lié aux transports terrestres, en particulier routiers, est la nuisance la plus ressentie par les populations...

La tentation est forcément grande pour les défenseurs de ce projet de tenter de démontrer aussi bien aux élus qu'aux populations riveraines que bien aménagée, cette portion d'autoroute pourrait correctement s'intégrer au paysage, ne pas être trop nuisible, voir même contribuer à la lutte contre l'insécurité routière..., sous réserve que les moyens financiers suivent, moyens forcément gigantesques, qui seraient une fois de plus vampirisés par la voiture au détriment d'autres moyens de déplacements moins polluants, moins coûteux et plus économes en espaces comme les transports en commun ou la voie d'eau.

Pour notre part, élus et militants Verts, nous ne souhaitons pas rentrer dans une logique qui consiste à segmenter le débat et valider de fait le principe du prolongement de l'A104 en se concentrant uniquement sur le choix du moins mauvais tracé possible et sur les aménagements de celui-ci !

Pour nous, la question est toujours de savoir si avec ce projet autoroutier supplémentaire nous allons une nouvelle fois continuer à organiser la croissance du trafic routier dans notre région ou s'il n'est pas temps de donner enfin un coup d'arrêt à cette logique et de repenser les choses autrement en terme de déplacements comme nous y invite tous les rapports relatifs à l'effet de Serre et aux changements climatiques qui nous menacent à très court terme.

J'invite chacun, en particulier M le Ministre, au moment de sa prise de décision sur ce projet, à lire le rapport de la mission parlementaire d'information sur l'effet de serre qui vient d'être enregistré à la Présidence de l'assemblée nationale le 12 avril 2006.

En voici quelques extraits

Extrait 1 : « ...Tous les députés (un seul député Vert !) membres de la mission parlementaire, partagent une même conviction, le changement climatique constitue la plus grande menace du XXIème siècle. Il est donc non seulement urgent d'agir, mais il faut agir vite...»

Extrait 2 : " ...Les hausses de températures pourraient atteindre près de 5°C d'ici la fin de ce siècle en France. Cela signifie qu'en 2056 nous connaissons des canicules à répétitions de même ampleur que celle que l'on a connue en 2003...."

Extrait 3 : "...Selon Mr Robert Kandel, Directeur de recherche au CNRS le réchauffement prévisible de 5°C au cours du XXIème siècle est équivalent à celui qui a mis fin aux glaciations, il y a 15 000 ans (...).

Extrait 4 : « C'est sans alarmisme excessif, le devenir même de l'humanité qui est mis en cause. (...) On savait depuis longtemps que

la dégradation de l'environnement faisait peser de graves menaces, mais c'est la première fois que d'une façon très concrète l'humanité est confrontée, dans sa conscience collective, à la réalité d'un monde fini, qui se dégrade. »

Il indique ensuite que dans notre pays, « *s'agissant des actions de réductions engagées en terme de production de gaz à effet de serre, nous sommes encore loin du compte ; il précise que les politiques des transports n'ont pas encore suffisamment pris la mesure des enjeux du changement climatique, les transports ayant augmenté de 22,7% leurs émissions de gaz à effet de serre depuis 1990* ».

En clair il y a plus qu'urgence, et si j'ai voulu m'appuyer sur ce rapport officiel, c'est pour pointer la formidable ambivalence des pouvoirs publics, l'Etat en premier lieu, qui a signé les accords de Kyoto et qui semble totalement incapable d'en tirer toutes les leçons.

J'avoue ne pas comprendre comment, dans ce contexte, il est encore possible de bâtir des scénarios autoroutiers qui misent sur une augmentation considérable du trafic à l'horizon 2015, comme cela nous est proposé avec ce projet de prolongement de l'A104 !

S'agit-il d'un suicide organisé qui est proposé aux habitants ?

C'est pourquoi le Ministre doit écouter la colère des habitants qui aux abords de tous les tracés proposés expriment leur peur, leur colère, et refusent, à juste titre, de se voir sacrifier sur l'autel « de l'A 104 ». Aujourd'hui, rendons nous à l'évidence, l'immense majorité des élus locaux et des habitants concernés ne veulent pas voir passer ce monstre polluant sur leur territoire. Ne pas tenir compte de cet état de fait serait avoir une curieuse idée de l'intérêt général !

Il est impératif que tous les décideurs politiques, quelque soit leur niveau de responsabilité, se saisissent des enjeux liés à l'effet de serre et aux changements climatiques, pour en faire une véritable priorité de l'action des pouvoirs publics. Nous devons mobiliser le maximum de moyens financiers, humains et matériel afin de développer une politique économique, fiscale, de l'aménagement du

territoire, de l'urbanisme et des déplacements qui permette une réelle alternative au tout routier. Nous devons aussi nous battre pour protéger les quelques espaces naturels qui existent encore en Ile de France, en particulier les forêts qui sont "nos poumons". A ce titre les Verts s'opposent à tout tracé en forêt de St Germain en Laye comme ils s'opposent aux autres tracés !

Enfin, parce que c'est l'affaire de tous, et qu'il y a là un véritable enjeu démocratique, il est crucial que les citoyens et les citoyennes que nous sommes, se mobilisent individuellement et collectivement autour de ces questions. Réfléchissons et agissons tous ensemble pour réinventer une société peu polluante, économe en énergie, dans laquelle activités humaines et environnement seront réconciliés.

Je vous remercie de votre attention.